

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**PRESTATIONS D'USINAGE DE RECTIFICATION ET DE
DÉCOUPE AU JET D'EAU**

Numéro : 2025-AOO-07

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)
Commun à tous les lots**

ARTICLE 1er – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES.....	4
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national 4	
1.3 Précision terminologique.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 - Objet du marché.....	4
2.2 – Allotissement.....	5
2.3 - Forme du marché.....	5
2.4 - Représentation des parties.....	5
2.5 - Forme des notifications et informations au titulaire.....	5
2.6 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	5
2.7 - Protection de l'environnement.....	5
2.8 - Clause d'exclusivité	6
2.09 – Langue.....	6
ARTICLE 3 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 – MONTANT DU MARCHÉ– CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	7
4.1 - Montant du marché.....	7
4.2 - Contenu des prix.....	7
4.3 – Variation des prix.....	8
4.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	8
4.5 – Monnaie.....	8
ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION(S) – DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	9
6.1 - Durée du marché - Reconduction(s)	9
6.2 - Délais d'exécution des prestations.....	9
6.3 - Pénalités.....	9
6.4 – Modalités de recouvrement des pénalités	9
ARTICLE 7 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	10
ARTICLE 8 – CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
8.1 - Opérations de vérification	10
8.2 - Réception	10
ARTICLE 9 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT	11
9.1 - Retenue de garantie	11
9.2 - Avance	11
ARTICLE 10 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE.....	11
10.1 - Modalités de règlement des marchés subséquents	11

10.2 - Demandes de paiement	11
10.3 - Règlements en cas de cotraitants	12
10.4 - Règlements en cas de sous-traitance	12
10.5 - Présentation des factures au format dématérialisé.....	12
10.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires	12
ARTICLE 11 MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
11.1 Obligations du titulaire	13
11.2 Conclusion des marchés subséquents	13
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ	14
ARTICLE 13 – MODALITÉS D’EXÉCUTION.....	14
13.1– Conditions de livraison	14
13.2 - Stockage, emballage et transport.....	14
ARTICLE 14 – ASSURANCES ET LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	14
14.1 - Lutte contre le travail dissimulé	15
14.2 - Emplois de travailleurs étrangers.....	15
ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	16
15.1 - Résiliation pour motif d’intérêt général.....	16
15.2 - Résiliation aux torts du titulaire	16
15.3 – Clause de sauvegarde	17
ARTICLE 16 – LITIGES	17
ARTICLE 17 - CLAUSES DE RÉEXAMEN	17
17.1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d’exécution.....	17
17.2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution	18
17.3 - Ajout de nouveaux prix en cours d’exécution	18
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	18

ARTICLE 1er – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou « l'acheteur ».

1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3 Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations d'usinage de rectification et de découpe au jet d'eau.

Les spécifications techniques sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Le marché porte sur des prestations de services.

2.2 – Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est passé en **deux lots juridiques distincts**, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Prestations d'usinage de rectification
2	Prestations de découpe au jet d'eau

Le présent CCAP est commun aux deux lots.

2.3 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents.

2.4 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

2.5 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : remise contre récépissé daté, échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception, messagerie PLACE), lettre recommandée avec accusé de réception postal et lettre par porteur avec récépissé du titulaire. Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.6 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant.

2.7 - Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant.

2.8 - Clause d'exclusivité

Le présent marché est conclu à titre exclusif. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, le cas échéant, de recourir à une autre entreprise pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations, objet du présent marché, dans les cas suivants :

- défaillance du titulaire dans l'exécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles ;
- impossibilité pour le titulaire de répondre à une demande de compléments d'offre (marché subséquent) formulée par le pouvoir adjudicateur.

2.09 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

ARTICLE 3 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ci-dessous, propre à chaque lot :
 - Annexe n°1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
 - Annexe n°2 : la(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément de conditions de paiement – DC4 (le cas échéant),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux deux lots et ses deux annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché et les éventuels actes spéciaux modificatifs,
- Le cadre de réponse technique du titulaire.

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Aucune dérogation aux stipulations du présent marché ne sera admise, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'un accord écrit des parties. Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exécution de ses prestations, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Il ne sera pas délivré, **par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS**, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification du marché au titulaire.

Cependant, sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 4 – MONTANT DU MARCHÉ– CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

4.1 - Montant du marché

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum, les montants maximums s'établissent comme suit :

- Pour le lot n°1 : 320 000 € HT sur toute sa durée, reconductions incluses, correspondant à un montant maximum de 80 000 € HT pour la période ferme de l'accord-cadre et de 80 000 € HT pour chaque reconduction ;
- Pour le lot n°2 : 320 000 € HT sur toute sa durée, reconductions incluses, correspondant à un montant maximum de 80 000 € HT pour la période ferme de l'accord-cadre et de 80 000 € HT pour chaque reconduction.

Une fois ces seuils maximums atteints, l'accord-cadre concerné prendra obligatoirement fin, que celui-ci soit ou non arrivé à son échéance.

L'offre de prix pour l'accord-cadre à marchés subséquents est constituée par le Bordereau des Prix unitaires fixés pour chacune des unités de prestations identifiées à ce stade par le pouvoir adjudicateur, et annexé à l'acte d'engagement. Ces prix unitaires serviront à l'établissement du prix des marchés subséquents après définition complète, par le pouvoir adjudicateur, des caractéristiques des prestations à réaliser. Les marchés subséquents seront conclus sous la forme d'accords-cadres à bon de commande selon les modalités décrites à l'article 10 du présent CCAP.

4.2 - Contenu des prix

Pour chaque lot, les prix des prestations sont des prix unitaires.

Les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur son fondement sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, notamment :

- la participation aux réunions et visites,
- les impôts et taxes,
- la marge pour risques et bénéfice,
- les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge du titulaire,
- les frais afférents aux assurances,
- les frais de main d'œuvre,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des personnels du titulaire,
- les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- les frais de stockage, d'emballage, de manutention et de livraison (franco de port) à la charge du titulaire,
- les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

L'ensemble des prix sont réputés comprendre toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement complet des prestations, objet du présent marché.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

4.3 – Variation des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre.

Le présent marché est passé à prix fermes et non actualisables pour chaque lot.

Les prix des marchés subséquents sont fermes et non actualisables.

4.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix du marché sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur. Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

4.5 – Monnaie

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro (€).

ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant de l'accord-cadre. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION(S) – DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

6.1 - Durée du marché - Reconduction(s)

Chaque lot est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification.

Chaque lot pourra être reconduit trois (3) fois par période d'un (1) an sans que la durée totale du marché n'excède quatre (4) ans. A défaut de décision expresse de non reconduction au plus tard un (1) mois avant l'expiration du marché, la reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette (ces) reconduction(s).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

6.2 - Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution sera déterminé d'un commun accord entre les parties. Toutefois, le délai d'exécution de chaque prestation est de trente (30) jours calendaires minimum à compter de la notification de la demande du pouvoir adjudicateur. Il ne sera pas délivré d'ordre de service de démarrage du délai d'exécution des prestations.

6.3 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable, des pénalités dont le montant est fixé à :

- **Retard dans la transmission d'un document** : cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté et par document.
- **Retard dans l'exécution d'un bon de commande** : cent (100,00) euros par jour de retard constaté.
- **Absence à une réunion** : cinquante (50,00) euros par absence constatée.
- **Non-respect du CCTP** : cinquante (50,00) euros par manquement constaté.
- **Non-respect des consignes de sécurité** : cinquante (50,00) euros par manquement constaté
- **Non-réponse lors de la passation d'un marché subséquent** : cinq cent (500,00) euros par manquement constaté et non justifié.

Les marchés subséquents préciseront éventuellement les pénalités non prévues au présent article.

6.4 – Modalités de recouvrement des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités se cumulent entre elles.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 7 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de prise en compte de la protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le Titulaire doit prendre en compte, pour et dans l'exécution du marché, les actions suivantes :

- L'optimisation de la consommation d'eau et d'énergie par les installations et procédés utilisés dans le cadre des prestations.
- La limitation de la production de déchets et leur optimisation en matière de gestion et de traçabilité ;
- L'utilisation de produits limitant la pollution de l'eau et de l'air ;
- La limitation des suremballages ;
- Le respect des règles de gestion et de traitement des déchets issus des prestations.

ARTICLE 8 – CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

8.2 - Réception

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sans être totalement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être acceptées en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions prévues à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total, dans les conditions prévues à l'article 30.4 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT

9.1 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

9.2 - Avance

Aucune avance ne sera versée au titulaire pour l'accord-cadre à marchés subséquents.

Pour chaque marché subséquent, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

10.1 - Modalités de règlement des marchés subséquents

Les prestations seront réglées en application des quantités réellement exécutées et des prix indiqués dans le bon de commande. Les prix unitaires constituant ce montant ne pourront en tout état de cause pas excéder les prix fixés dans le BPU annexé à l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

10.2 - Demandes de paiement

La demande de paiement est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

La facture est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- la référence du marché : n° 2025-AOO-07-Lot X et la référence du marché subséquent ;
- le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché;
- le montant des prestations établies conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités et retenues ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 6.3 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui accompagnent la facture.

10.3 - Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.4 – Règlements en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

10.5 - Présentation des factures au format dématérialisé

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique. Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'État ? : non

Siret : 93910627400011

Raison sociale : Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Code service : Sèvres

Libellé service : sans objet

- Rubrique références :

Numéro d'engagement : information non obligatoire

Numéro du marché : information non obligatoire

10.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement des sommes dues dans le délai stipulé ci-avant donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus. Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En cas de retard de paiement,

le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

ARTICLE 11 MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

11.1 Obligations du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire des offres régulières, acceptables, et appropriées lorsqu'il sera sollicité pour les marchés subséquents. Il appartient en effet au titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à l'engagement pris lors de la signature de l'accord-cadre.

Les prix proposés dans le cadre des marchés subséquents ne devront en aucun cas dépasser les prix figurant dans le BPU annexé à l'acte d'engagement du présent accord-cadre. Ils pourront cependant être réévalués à la baisse.

Néanmoins, des prix complémentaires liés aux prestations qui n'auraient pu être anticipées au moment de la conclusion de l'accord-cadre pourront être proposés par le titulaire dans son offre. Il est rappelé que ces prestations relèveront nécessairement du périmètre du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à formuler une réponse dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur à chaque passation d'un marché subséquent.

En cas de non réponse, le titulaire doit motiver, avec justifications formelles à l'appui, cette absence de retour. Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du titulaire, de moyens humains ou matériels, ou en cas de force majeure. Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres opérations : il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements.

Toute modification substantielle des termes de l'offre initiale entraînera le rejet de l'offre.

11.2 Conclusion des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront être conclus tout au long de la vie de l'accord-cadre jusqu'au dernier jour de sa validité, sous réserve de ne pas dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La conclusion des marchés subséquents s'effectuera via le profil d'acheteur PLACE selon les étapes ci-dessous :

- Le pouvoir adjudicateur communiquera le dossier suivant au titulaire :
 - Le marché subséquent qui contiendra les informations spécifiques, les éventuelles précisions techniques supplémentaires et les attendus particuliers non décrits dans le cahier des charges de l'accord-cadre ;
 - L'annexe financière, le cas échéant ;
 - La liste des documents ou informations éventuellement demandés ainsi que le délai laissé pour remettre l'offre, qui ne peut être inférieur à 8 jours ;
- Sur la base de ce dossier, le titulaire remettra une offre qui comprendra les éléments suivants :
 - Le marché subséquent complété ;
 - L'annexe financière complétée avec les prix proposés pour les prestations demandées, ces prix devant respecter les prix du BPU ;
 - Les documents ou informations demandés.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du présent marché.

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application des stipulations de l'article 13.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du code pénal et de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

ARTICLE 13 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

13.1– Conditions de livraison

Les plaques en porcelaine produites par la Manufacture nationale de Sèvres seront enlevées par le titulaire directement auprès du pouvoir adjudicateur, pour traitement.

A l'issue de l'exécution des prestations, la livraison retour des plaques en porcelaine s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG/FCS.

Lieu de livraison : 4, Grande Rue, 92310 SEVRES.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra donc être facturée au pouvoir adjudicateur.

13.2 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des plaques en porcelaine sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG/FCS.

Dans un souci de protection de l'environnement, le titulaire veille à utiliser si possible des emballages réutilisables ou valorisables. Il évite autant que possible le suremballage des articles à l'intérieur des colis et prend en compte la réduction des matières dangereuses du matériau d'emballage.

ARTICLE 14 – ASSURANCES ET LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation dans les conditions fixées par le règlement de la consultation, ou de la notification du marché dans les conditions de l'article 9.2 du CCAG/FCS, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants éventuels, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou

immatériels consécutifs ou non causés au tiers, y compris au pouvoir adjudicateur du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire, ou chacun des cotraitants, devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Le titulaire, ou chaque cotraitant, s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

14.1 - Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants du code du travail). Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

15.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il sera fait application de l'article 42 du CCAG/FCS.

15.2 - Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 43.5 du CCAG/FCS**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché public passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **En complément à l'article 41 du CCAG/FCS**, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé à huit (8) jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner aux marchés publics entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations de communication de documents visées à l'article 12 du présent CCAP, et après mise en demeure restée sans effet, Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le présent marché pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.
- Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre et le cas échéant aux marchés subséquents pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas d'absence répétée ou non justifiée de réponse aux marchés subséquents, si le pouvoir adjudicateur constate le caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables, et ce, sans justification valable, ainsi qu'en cas de remise d'offres qualitativement inférieures à l'offre indicative remise lors de l'accord-cadre ou d'anomalies de prix avec risque d'entente anticoncurrentielle. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder au lancement d'un nouvel accord-cadre ou d'un marché public. Le titulaire de l'accord-cadre résilié sera redevable envers le pouvoir adjudicateur d'une indemnité forfaitaire

fixée à 1000 euros hors taxe, que le pouvoir adjudicateur retiendra le cas échéant sur les sommes dues au titre des marchés subséquents éventuellement attribués au titulaire défaillant.

- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, notamment les frais de publication, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

15.3 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du présent marché à sa date anniversaire de notification lorsque, après application de la clause de révision ci-avant, l'augmentation des prix est supérieure à dix pour cent (10 %) l'an.

ARTICLE 16 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Paris.

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG/FCS, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel le titulaire se voit opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 17 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes. Toutes les modifications qui pourraient être apportées aux clauses du présent CCAP s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

17.1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du marché.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

17.2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG/FCS.**

17.3 - Ajout de nouveaux prix en cours d'exécution

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander des prestations non prévues dans le BPU, y compris pour les marchés subséquents, dans la mesure où l'extension de prestation reste dans le cadre de l'objet général du présent marché. Le BPU pourra alors être complété en cours d'exécution par l'ajout de nouvelles lignes, qui feront l'objet de prix nouveaux.

Il est dérogé à l'article 23.1 du CCAG/FCS. Toute prestation supplémentaire ou modificative sera fixée par voie d'avenant, y compris pour des prix nouveaux au BPU.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

<u>ARTICLE DU CCAP</u>	<u>ARTICLE DU CCAG – FCS</u>
Article 2.6	Article 6.2
Article 2.7	Article 7.2
Article 3	Article 4.1 Article 4.2
Article 6.3	Article 14.1

Article 6.4	Article 14.1.1 Article 14.1.2
Article 7	Article 27.2.2 Article 27.3
Article 13.2	Article 43.5
Article 14	Article 46.3
Article 15.2	Article 3.5.4
Article 15.3	Article 23.1

***** FIN DU DOCUMENT *****